

Moi, Président !

Antoine Daguet



En un Mot comme en Cent

www.centmots.fr

Moi, Président

Sylvie a relu et classé le courrier. Elle se lève, tire sur sa jupe par réflexe, réajuste le col de son chemisier, attrape le portfolio et frappe à la porte. Pas de réponse. Un moment plus tard, elle frappe à nouveau. Toujours pas de réponse. Sylvie entrouvre la porte. Le président est assis dans son grand fauteuil. Il est penché en avant, la tête dans les mains. Il ne bouge pas, il a l'air assoupi. Sylvie hésite un peu, s'avance. Elle murmure :

- Monsieur le président ?

Le président Dubois relève doucement la tête. Il n'a pas l'air surpris de trouver sa secrétaire là. Il affiche un visage hagard, fatigué.

- Vous allez bien, Monsieur le Président ?
- Ça va, Sylvie, merci. Juste un peu de fatigue.
- Je vous ai apporté le courrier à signer. La note aux préfets est sur le dessus.
- Merci.

Sylvie se retire sur la pointe des pieds. Le président a vraiment l'air fatigué.

De nouveau seul dans le grand bureau du Palais de l'Élysée, le président se penche en arrière dans son confortable fauteuil et referme les yeux.

« Comment en est-on arrivé là ? J'ai essayé de pratiquer une politique. J'ai cherché à être équitable avec tous. La situation sociale s'est nettement améliorée. La transition écologique est en route. Pourtant, la grogne a gagné les Français. Les réseaux sociaux ont largement contribué à déstabiliser la population, à décrédibiliser les progrès réalisés. Les profs sont dans la rue, les infirmières aussi. Les agriculteurs déversent des tonnes de lisier devant les préfetures, les syndicats tempêtent, les ouvriers menacent de cesser le travail. Les élections approchent. Les sondages ne sont pas bons. Dans les couloirs du pouvoir, on murmure de plus en plus dans mon dos. L'extrême droite a toutes les chances de prendre le pouvoir. Ai-je vraiment encore ma place dans ce grand bureau ? »

7 ANS PLUS TÔT

Nous sommes en 2040. La France n'a pas beaucoup changé. Elle est toujours dirigée par un président élu et les lois sont votées par le parlement comme avant. Le Sénat a disparu il y a quelques années, mais c'est bien le seul changement notoire de la République. Pourtant, le pays n'est plus ce qu'il était, peuplé d'habitants pressés, prompts à râler, à en découdre. Aujourd'hui, les rues parisiennes sont devenues très calmes, empruntées seulement par quelques véhicules électriques et pléthore de trams zigzagant en silence sur l'asphalte. Les avenues sont ombragées en permanence, grâce à une nouvelle génération d'arbres à croissance rapide, dernière trouvaille de la science. Les écolos n'étaient pas vraiment chauds pour laisser la science prendre le pas sur la nature, mais les lobbies ont savamment manœuvré et vendu le projet comme un progrès formidable. Le puissant groupe « Tout Vert », autrefois connu sous la bannière BAYER, a déposé de nombreux brevets et contrôle maintenant la

totalité des plantations d'arbres en France. Rien ne peut plus être planté sans l'aval de son directeur !

Coté démographique, l'espérance moyenne de vie a beaucoup augmenté : 98 ans pour les hommes comme pour les femmes. Pour répondre à l'accroissement de la population, les villages sont devenus de grosses agglomérations et les villes moyennes de grandes villes. Il n'y a que les métropoles qui ont arrêté de s'étaler. Les PLU successifs (Plan d'occupation des sols), ont permis de sauvegarder quelques forêts et pâturages intacts, mais la densification imposée par la loi a multiplié les étages dans les capitales régionales et fait disparaître les maisons individuelles dans les villes, au profit de petits (ou grands) immeubles collectifs. La qualité de vie en a pris un coup !

C'est au travail et pour les loisirs que les choses ont le plus changé. La fée informatique a pris le contrôle. On enseigne, on vend, on achète numérique. On joue au foot, au tennis, aux cartes en ligne. Tout se fait de la maison. Une fois par semaine, il est possible de se rendre à l'hyper stade et assister à une démonstration « live » de volley, de

hand ou de rugby. Un moment très populaire ! Ces fêtes se font maintenant plus rares. La crise climatique est passée par là. La température moyenne a augmenté de 4 degrés en France et les alertes au vents forts, aux inondations et à la grêle sont fréquentes. Les citoyens que nous sommes tous devenus, préfèrent rester confortablement dans les appartements que d'affronter les grosses chaleurs ou les intempéries. Conséquence, nous manquons d'exercice et 70% de la population est en surpoids. Nombre de Français, ont acheté sur catalogue un vélo d'appartement ou un rameur et tenté un temps de suivre les exercices proposés en ligne. En réalité, de nombreux vélos et rameurs dorment à la cave. On les a oubliés !

Les années s'enchaînent, ennuyeuses. L'individualisme numérique s'est généralisé. Chacun de nous appartient à un ou plusieurs réseaux sociaux, vit isolé chez lui, l'œil rivé sur son écran et guidé par son oreillette. Depuis longtemps, le désordre, la contestation qui ont fait les beaux jours de la jeunesse et des syndicats dans les années 80, se sont mués en apathie collective. Le pays

ronronne, anesthésié dans une société virtuelle sans gout, sans odeur, sans bruit, sans chahut.

LE SURSAUT

Pourtant, aujourd'hui, les gens sont descendus dans la rue et l'insurrection gronde. Inimaginable il y a encore quelques semaines ! Les jeunes, les quadras, les vieux manifestent. Il aura suffi d'une série d'accidents que les autorités ont comme toujours tenté de minimiser pour réveiller les habitants et déclencher la fronde :

une fuite importante dans une centrale nucléaire le long du Rhône, l'explosion d'un site classé « Seveso » au Havre, une marée noire dans la Seine en amont de Paris, un incendie dans une exploitation industrielle en Bretagne, transformant 200000 poules en fumée.

Les écolos ont été les premiers à réagir et à réclamer un changement radical de politique, mais le malaise et le mécontentement se sont propagés à toute vitesse, dans tous les secteurs, sur tout le territoire.

Nous sommes début mai. Je suis dans la rue avec d'autres, pour crier mon ras le bol des élites. Ces administro-politico-profiteurs qui nous tiennent englués dans la 7 G.

Nous sommes furieux après les lobbies industriels qui pillent les ressources et s'en mettent plein les poches, Nous sommes révoltés par la vacuité des pouvoirs publics, face aux catastrophes programmées du réchauffement climatique. Comme toujours, le gouvernement joue la montre jusqu'aux élections prochaines.

L'industrie a beaucoup communiqué sur le sujet, mais c'est pour mieux cacher les dégâts causés par l'extraction du pétrole, du gaz de schiste et la déforestation massive. Tant qu'il s'agit de la Grèce ou de la Californie en feu, des crues en Belgique ou en Allemagne, les téléspectateurs français s'apitoient devant leur écran de télévision, mais à aucun moment ils n'envisagent de changer leur façon de vivre ou la moindre de leurs habitudes. « C'est ma liberté et personne n'a à me dire

comment je dois vivre ni ce que je dois faire ». Les citoyens sont de grands nigauds. Ils ne se rendent pas compte qu'en réagissant ainsi, ce n'est pas leur liberté qu'ils protègent mais leur dépendance qu'ils acceptent.

Les premiers signes de protestations sont apparus fin mars. D'abord menés par des intellectuels et des artistes écolos, les défilés ont rapidement grossi. Au fil des jours, les habitants sont descendus des étages. Des jeunes, des quadras, des vieux. Ça fait du bien de se retrouver, de s'apostropher, de se bousculer, de manifester et brailler ensemble. L'occasion pour les invisibles, les sans grade, les laisser pour compte, d'exister, de donner de la voix. Tout y passe : la revalorisation du SMIG, l'obsolescence des écrans, l'interdiction du port du voile, les heures sup, la pêche à la sardine, le nucléaire, le réchauffement climatique.

Les autorités tempèrent, promettent de futures réformes, nomment des émissaires. Au gouvernement, personne ne prend ces braillards très au sérieux. Les manifs plutôt bon enfant, ne sont pas de taille à remettre en cause la hiérarchie numérique

bien huilée en place. Le gouvernement sait que les habitants n'ont pas vraiment d'autre choix que de vivre enfermés et connectés chez eux. Dans son bureau, le président Clapot ironise : « Quelques nostalgiques occupent la rue. Ils rentreront bientôt chez eux. »

1 mai. Le soleil brille sur la capitale. Les manifestants défilent lentement en direction de la Bastille. Depuis quelques jours, les manifestations se sont généralisées dans tout l'hexagone et ont pris un caractère plus vindicatif. Dans la rue, hommes et femmes ont bien senti que le président ne les prenait pas au sérieux et se moquait des revendications. La tension est montée d'un cran. Quelques heurts avec la police deviennent inévitables. Des slogans vengeurs et des caricatures méchantes fleurissent ici et là : *"Faites raquer les banquiers pas les ouvriers"* - *"Qui sème la misère récolte la colère"* - *"On ne naît pas casseur on le devient"* - *"Paradis pour les uns, pas un radis pour les autres"* - *"Limitation du flash-ball à 80 km/ heure"*.

Nous sommes nombreux, très nombreux à manifester, plusieurs milliers. Ça fait bien longtemps qu'une telle foule n'est pas descendue dans la rue. Tellement longtemps !!

Faubourg du Temple, les CRS qui veillent montrent un peu de nervosité. Eux aussi ont pris de mauvaises habitudes devant les écrans. Eux aussi se sont laissé dominer par les algorithmes. La rue, les manif, ils n'ont plus bien l'habitude. Ils ont perdu la main. Le ministre de l'Intérieur, homme politique avant tout, habitué à donner des leçons sur les plateaux de télévision ne trouve pas les mots qui conviennent. Il sent que la situation est différente, qu'elle lui échappe. Les vieux réflexes réapparaissent au galop. Il appelle le secrétaire de l'Élysée.

- Il faut casser la progression du défilé, donner la charge, la situation va dégénérer.
- Holà, comme vous y allez. Lancez quelques grenades lacrymogènes et tout rentrera dans l'ordre.
- Vous ne comprenez pas. Nous avons déjà chassé quelques individus de cette façon,

mais les manifestants sont excédés, en colère. La situation devient explosive. L'intimidation ne suffira pas. Il faut casser le mouvement avant qu'il ne soit trop tard. Il ne s'agit pas d'une petite manifestation d'étudiants ou de militants d'extrême droite. Tous les âges, toutes les classes sociales sont représentées. Sans une intervention rapide du Président pour calmer les esprits, c'est le chaos assuré.

- Vous savez que le Président est contre l'usage de la force. Proposez-nous une autre solution.

Le Ministre de l'Intérieur est furieux : « ils ne comprennent rien aux difficultés et aux états d'âme des citoyens. Ils sont trop éloignés des réalités et aveuglés par leurs certitudes. Je ne suis même pas sûr de mes hommes. Ils veulent bien traquer les délinquants, poursuivre les vendeurs de drogue, mais ils ne sont pas chauds pour réprimander des gens comme eux. »

Une heure plus tard ; « Rappelez l'Élysée ».

Ce n'est pas le Président mais le Premier Ministre qui répond : « Un problème, Monsieur le Ministre de l'Intérieur ?

Les deux hommes se détestent. Le patron des flics est vif, perspicace, efficace. Le Premier Ministre au contraire est un aristocrate, affiche un air hautain, s'exprime lentement, avec suffisance et condescendance.

« Monsieur le Premier Ministre, la révolte gronde dans les rues de Paris. Demandez qu'on vous accompagne au bureau de vidéo surveillance, vous pourrez en juger par vous-même. »

Le Premier Ministre n'aime pas qu'on lui dicte ce qu'il a à faire mais c'est un serviteur de l'état consciencieux. Il se rend donc au sous-sol où une centaine d'écrans tapissent le mur. Les images montrent toutes la même chose. Une foule virulente braillarde face à des cordons de gendarmes qui reculent en ordre pour se protéger et éviter l'affrontement. Un frisson parcourt l'échine du Premier Ministre. D'un coup, il perd de sa superbe. Dans ce bunker climatisé, il se met à suer à grosses

gouttes. « On est foutu » Il a murmuré entre ses lèvres. Plusieurs opérateurs le regardent, attendant les consignes. « Donnez la charge ». Sa voix est montée dans les aigues. C'est presque en courant qu'il remonte à l'étage pour informer le Président.

« Qu'avez-vous fait malheureux ? »

Le Président n'accable pas davantage son Premier Ministre. Il appuie sur une touche et fait pivoter son fauteuil vers l'immense écran. Les manifestants ralentissent le pas, puis s'arrêtent. En face, les CRS ont baissé leur visière, réhaussé leur bouclier. Même sur l'écran, la tension est palpable. Quelques secondes plus tard, les policiers se lancent, partagés entre l'ordre d'avancer et la gêne d'affronter des manifestants qui ressemblent furieusement à leur frère, leur père, leur maman.

Rue du Faubourg Saint Honoré, l'attaque des forces de l'ordre a pris de court les manifestants. Les coups pleuvent, plusieurs corps s'effondrent. On essaie bien de fuir mais les gendarmes sont les plus rapides. Des traces de sang, des hommes gisent au sol. Le spectacle est glaçant

Sur l'écran voisin, les hommes en uniforme hésitent, il y a beaucoup d'invectives, quelques échauffourées, mais les bâtons se lèvent peu. D'un côté comme de l'autre, on hésite à en découdre.

Rue Royale, les forces de l'ordre n'ont pas obéi aux ordres, ou ne les ont pas reçus ? Débordés par le nombre, ils laissent passer la foule qui progresse vers le Palais de l'Élysée.

Le président un instant médusé, reprend ses esprits. Il va y avoir un bain de sang s'il n'intervient pas immédiatement. « Je dois leur parler, Contactez la presse immédiatement ».

Aussitôt, les conseillers s'éparpillent pour prévenir les salles de rédaction. La nouvelle d'une allocution de chef de l'état atteint vite la rue. Les CRS ont reculé en ordre et relevé leur visière. Un à un, les manifestants ont sorti leur téléphone triple écran de leur poche et attendent, appuyés contre un mur ou assis sur le bord du trottoir, la déclaration du Président. Après les pubs et les circonvolutions d'usages des chroniqueurs politiques, le générique solennel qui précède chaque allocution

présidentielle se fait entendre dans toutes les rues de France.

« Françaises, Français. Les événements de ces derniers jours ont profondément troublé la Nation.

J'entends la colère de la rue. Les salariés ont du mal à finir le mois. Les mères de famille célibataires n'ont pas les moyens de faire garder leurs enfants. Les retraités les plus modestes ne s'en sortent pas. Beaucoup d'entre vous ont le sentiment de ne pas être entendus. Sans doute n'avons-nous pas su apporter une réponse suffisamment rapide et forte. Mais les choses vont changer.

Au 1 juillet, le salaire d'un travailleur au SMIC augmentera de 100 euros par mois. Pour les retraités, qui touchent moins de 2.000 euros par mois, nous supprimerons la contribution solidarité obligatoire. Pour les femmes seules et les étudiants, les APL seront revus à la hausse.

Nous avons à conduire une réforme profonde pour améliorer le fonctionnement de l'État, de l'école, de

l'apprentissage, de la formation professionnelle. de l'indemnisation du chômage et des retraites.

Nous allons répondre à l'urgence économique et sociale par des mesures fortes, par des baisses d'impôts plus rapides, par une meilleure maîtrise des dépenses.

Nous sommes à un moment historique pour notre pays : par le dialogue, le respect, l'engagement, nous réussirons.

Vive la République, vive la France. »

Assis sur le trottoir, comme des centaines d'autres, j'ai regardé et écouté le président sur mon écran. Je ne suis pas vraiment convaincu.

« Encore de belles paroles pour nous endormir. J'ai bien peur que ça ne suffise pas pour que la contestation s'arrête ».

- Je suis bien d'accord

J'ai parlé tout haut. Surpris, je tourne la tête vers la voix. Ma voisine m'observe avec un petit sourire et

des yeux pétillants. Ses longs cheveux blonds oscillent. Elle éclate de rire.

- Vous avez vu le diable ? Vous devriez voir votre tête, vous ressemblez à un personnage en cire du musée Grévin.
- Pardonnez-moi, un moment, j'ai cru à une apparition !
- Vous vous en tirez bien.
- On va prendre un verre ?
- Avec plaisir.
- C'est la première fois que je descends dans la rue pour manifester.
- Oh moi, je suis une habituée. Activiste depuis longtemps, je suis de tous les combats.

Nous trouvons une table libre à la terrasse d'un café.

- Alors que pense la pro de la contestation de la déclaration du Président ?
- Je peux te tutoyer ?

- Bien sûr
- J'en pense que ce benêt vit beaucoup trop isolé dans sa tour d'ivoire pour ressentir l'exaspération des gens. En gros, il dit, « je sais ce qui est bon pour vous, retournez tranquillement chez vous. » Il est complètement à côté de la plaque. Ça ne va pas se passer comme ça. Nous avons réussi à faire descendre les gens dans la rue, nous ferons tomber le gouvernement.
- C'est qui nous ?
- Le collectif des invisibles, le syndicat des travailleurs, l'organisation du personnel hospitalier, le groupement des chauffeurs routiers, nous sommes tous d'accord. Le gouvernement n'a pas montré le moindre intérêt au malaise grandissant des gens, a superbement ignoré les revendications sur l'augmentation des salaires. Par son arrogance, il a lui-même permis le regroupement des mécontents, c'est-à-dire d'à-peu-près tout le monde.
- Tu fais partie d'un syndicat ?
- Non, Je suis membre d'Écologie et Justice Sociale, un parti politique qui, comme son nom l'indique, défend l'écologie et le social.

Nous sommes résolument opposés aux guignols qui nous dirigent.

- Beau programme !
- Et toi, tu milites ?
- Euh, non, J'ai du mal à me reconnaître dans un quelconque parti. J'adhère aux idées qui me paraissent justes et équitables.
- Tu as entendu beaucoup d'idées justes et équitables chez nos chers ministres ?
- J'ai peu de considération pour la clique qui entoure le Président et ne les écoute pas souvent. Mais je suppose que quelques-uns peuvent faire preuve de bon sens à l'occasion.
- Si la politique du gouvernement ne te convient pas, le moment est peut-être venu de t'engager, de rejoindre ceux qui veulent faire changer les choses...
- Hum ...
- Bon, je te laisse à tes réflexions. Je repars à la manif, mes copains doivent me chercher. À bientôt !

Avant que j'ai pu répondre, elle est partie, cheveux au vent. Je ne connais même pas son

nom. Quel imbécile je suis. Bougon, je finis ma bière et me lève.

L'intervention du chef de l'État, si elle n'a pas entamé la détermination des manifestants, a néanmoins permis de limiter les heurts entre les forces de l'ordre et la rue. Les barricades continuent de barrer le boulevard Saint Germain et le quartier de l'Odéon, les CRS se sont regroupés rive droite. On évite l'affrontement. Le débat s'est déplacé du côté de la chambre des députés. Les élus qui étaient dans leur circonscription ont regagné Paris à toute allure. Au petit matin, tous les députés sont présents dans l'hémicycle. Si certains ont pris fait et cause pour les manifestants dès la première heure, beaucoup d'autres hésitent encore entre défendre l'ordre public et entrer en résistance. Au fil des heures, le soutien aux insurgés augmente, alimenté par les réseaux sociaux. Par opportunisme plus que par conviction, plusieurs députés de la majorité quittent le navire pour rejoindre le rang des contestataires.

En fin d'après midi, l'Assemblée Nationale vote à une large majorité une motion de censure. L'action gouvernementale est désavouée. Le gouvernement tombe. Plus à l'aise sur le terrain politique que face au climat social, le président contrattaque et prononce la dissolution de l'Assemblée dès le lendemain. De nouvelles élections sont prévues dans un mois, le 6 juin.

La nouvelle est accueillie très favorablement par l'opinion. Les Français qui somnolaient depuis plusieurs années, anesthésiés par le confort de l'anonymat numérique, retrouvent tout d'un coup leur liberté de parole et leur esprit frondeur. Ils retrouvent le plaisir de discuter, d'argumenter. Mais après toutes ces années sans beaucoup de vie sociale, les cafés ont fermé les uns après les autres. Les derniers qui restent sont pris d'assaut. Ils sont bondés. Des petits malins ont flairé la bonne affaire. Les tentes fleurissent sur le trottoir pour accueillir les consommateurs. La ville est joyeuse, méconnaissable. Il y règne une atmosphère de fête. En fait, un vrai foutoir ! Les autorités

n'interviennent pas, dépassées par l'ampleur du mouvement.

LA CAMPAGNE

Les partis politiques partent en campagne en ordre dispersé. Chacun y va de son slogan choc et de sa solution miracle. La majorité n'a pas changé de braquet, Elle persiste avec son programme atone qui ennue tout le monde. Elle n'a toujours rien compris. L'extrême droite, elle, est survoltée et promet monts et merveilles si elle est élue et le chaos si un autre camp l'emporte. Les arguments n'ont pas changé : la sécurité, l'immigration, le laxisme de la justice et le manque d'autorité du gouvernement. Les écolos pour l'occasion ont mis leur divergence de côté. Les partisans de la décroissance ont mis un peu d'eau dans leur vin, les catastrophistes aussi. Du coup les défenseurs de l'environnement se présentent en bon ordre, ce qui rassure beaucoup de gens. Il n'est plus question de mesures punitives mais d'un consensus pour épargner la nature, approcher le zéro déchet en favorisant une économie circulaire. Il s'agit

d'arrêter progressivement l'extraction de métaux précieux et polluants et de fabriquer de nouveaux produits en intégrant leur recyclage en fin de vie. Un programme qui met tout le monde d'accord.

Chef de file du parti social-démocrate, Jean Dubois a intégré le programme des Verts dans sa campagne, et promis de le mettre en œuvre, obtenant de facto leur soutien. L'autre priorité affichée de Jean Dubois est sa volonté de soutenir l'éducation, d'améliorer les services de santé, de réduire les inégalités et redonner du pouvoir aux citoyens. Le programme prévoit de recruter des profs, des infirmières, de construire davantage de logements pour les plus défavorisés. Plusieurs autres dispositions figurent au programme : Faciliter l'accès aux référendums d'initiative partagée en abaissant à un million, le nombre de signatures nécessaires à sa mise en œuvre, et comptabiliser le vote blanc dans les élections. Autant de thèmes qui sont réclamés par la population depuis longtemps. Comme le clame le slogan du parti social-démocrate, « Démocratie, Égalité et Partage »

La campagne est lancée. Les calculateurs des réseaux sociaux tournent à plein régime mais la

mayonnaise ne prend pas. Les citoyens ont appris à se méfier de tout. Chacun sait que 90% de ce que crachent nos écrans est généralement faux ou orienté. Nous sommes tous devenus des mécréants, de farouches individualistes ne faisant confiance qu'à nous même. Les leaders des partis politiques s'interrogent : comment se faire entendre ? La réponse va venir d'un jeune membre du parti social-démocratie.

« Puisque les citoyens n'entendent pas nos discours et ne lisent pas nos messages, c'est dans la rue que nous devons porter la bonne parole ! » Les membres du bureau présents restent un peu interloqués. Comment imaginer ne plus inonder les réseaux sociaux de slogans vachards, d'attaques insidieuses, de contrevérités savamment ficelées ?

« Réveillez-vous, mes amis, nous allons monter une tente à nos couleurs à chaque coin de rue, et tracter comme ça se faisait avant ! »

L'info met encore un certain temps à atteindre le cerveau des dirigeants, décidément bien englués dans les habitudes paresseuses de la bureaucratie

numérique. Enfin, le président lève la tête et lance :
« banco ! »

Il faut près d'une semaine aux militants pour trouver des tentes, les maquiller aux couleurs du parti social-démocrate et les installer sur le trottoir. Le succès est immédiat. La curiosité d'abord puis l'occasion d'échanger avec des militants de vive voix attirent les foules. Du coup, le nom de Jean Dubois, candidat du parti social-démocrate commence à émerger. Un instant, dubitatifs, les autres partis réalisent qu'ils ont raté le coche. Pour rattraper son retard, la majorité investit massivement et réquisitionne tout ce qui peut ressembler à une toile de tente. Les tentes bleues du parti du président poussent comme des champignons, mais elles ne font pas recette. Les candidats de la majorité n'ont pas compris que les temps ont changé, que les électeurs attendent du neuf. L'extrême droite de son côté, essaie de moderniser son image, mais son discours reste le même : Fermeture des frontières, rejet des étrangers et préférence nationale pour l'emploi. À gauche, devant la notoriété grandissante de Jean Dubois, plusieurs partis ont décidé de le soutenir. C'est le cas des 3 partis écologistes, du parti démocratie et

d'une partie des radicaux de gauche. On est loin d'une époque pas si lointaine où la France comptait presque autant de partis que de députés de gauche ! Sans surprise, Jean Dubois caracole en tête des sondages. Les élus de la majorité qui ne s'étaient pas encore prononcés, flairent la bonne occase et se rattachent aux wagons.

Sous notre tente, au coin de la rue Saint Jacques, Bruno et moi assurons la permanence. Une tâche facile puisque tous les passants ou presque, soutiennent Jean Dubois, notre candidat. Bruno sort tout juste de la fac. Il exerce maintenant en tant que kiné à l'hôpital Saint Louis. J'ai moi aussi quitté l'école d'administration il y a peu. Je travaille maintenant comme chargé de mission au ministère de l'Éducation. Nous nous connaissons depuis plusieurs années. A l'occasion de cette élection, j'ai décidé de cesser de faire bande à part et de rejoindre Bruno au parti social-démocrate. Rue Saint Jacques, l'ambiance est joyeuse et bon enfant. Après toutes ces années démoralisantes, entre écrans et conseils numériques, sans beaucoup de rencontres, les gens éprouvent un sentiment de liberté et trouvent un grand bonheur à se balader et à échanger. La campagne électorale constitue un sujet de choix et

les discussions vont bon train. Les terrasses des cafés longtemps désertées ont retrouvé leur effervescence. On a l'impression de revenir des années en arrière. On pourrait se croire à la veille d'une finale de coupe du monde comme il y en existait avant.

Plus les jours passent, plus l'écart se creuse entre les tenants de l'ordre et de l'austérité retranchés dans les salons et la rue. La majorité et l'extrême droite n'ont renouvelé ni leur vocabulaire ni leurs thèmes de campagne. Au nom de l'insécurité grandissante et du chaos à venir, ils recommandent aux gens de retourner sagement devant leurs écrans. Un message qui trouve peu d'écho auprès des citoyens. Ils se sentent tellement bien dans la rue !

- Salut beau gosse ! Ça y est, on a choisi son camp ?
- Je lève la tête. Elle se tient devant moi, le sourire aux lèvres, ses cheveux blonds brillent dans le soleil.
- Bonjour, je suis ravi de te revoir. Pas de manif aujourd'hui ?
- - Moque toi ! Alors ça fait combien de temps que tu as rejoint le parti social-démocrate ?

- - Trois semaines. Je me suis laissé convaincre par mon copain Bruno, celui que tu aperçois là-bas.
- S'il a un tel talent de recruteur, tu vas devoir me le présenter.
- Bruno, arrive un peu, nous avons une visite.
- Bonjour Bruno, je m'appelle Juliette.
- Bonjour Juliette, enchanté.
- Ton copain, dont je ne connais toujours pas le nom ?
- Pierre !
- Me dit que c'est toi qui l'as convaincu de prendre sa carte au parti social-démocrate.
- Oh, Ça n'a pas été facile, Pierre est un farouche indépendant, peu enclin à réduire ses idées à celles d'un parti. Sans l'approche des élections, je ne suis pas sûr qu'il aurait quitté son cocon.
- C'est vrai ?
- - Hum !
- Et toi Juliette, est ce que tu es inscrite au parti social-démocrate ?
- Non, j'appartiens au Collectif des invisibles. J'en suis la vice-présidente !

- Félicitations ! Nous avons donc le même objectif ; faire élire Jean Dubois comme Premier Ministre !
- Exact. Jean Dubois a montré sa volonté de collaborer avec les partis écologiques et les plus petits partis comme le mien. Il a donc notre soutien. Espérons qu'il saura s'en souvenir le moment venu.
- J'ai confiance en Jean Dubois, je crois qu'il fera un bon premier Ministre.
- Bon les garçons, j'ai du travail, à bientôt !

Juliette disparaît dans la foule. Bruno se tourne vers moi.

- Je n'ai pas rêvé ? Cette fille est éblouissante, une apparition !
- C'est aussi mon avis !

Les jours qui précèdent la date fatidique, filent à toute vitesse. La France est méconnaissable. Les rues grouillent de gens, les terrasses des cafés débordent, les tentes colorées des partis encombrant les trottoirs. Nous sommes le 5 juin, les élections se tiendront demain. Dix partis sont officiellement en

lice, mais en réalité le scrutin se joue entre la majorité en place soutenu par l'extrême droite et le parti chasse et pêche et le parti social-démocrate plébiscité par les écolos et les petits partis.

Le jour J, l'excitation a laissé place à l'attente, à l'espoir pour les uns, à l'inquiétude pour les autres. Chacun a l'œil rivé sur son téléphone. L'enregistrement des votes se fait en temps réel. Le déplacement en personne dans un bureau de vote n'importe où en France reste obligatoire pour présenter son badge identitaire et éviter les tricheries, mais il suffit de sélectionner la bonne touche sur l'écran pour exprimer son choix. Depuis l'instauration du numérique, le vote est devenu obligatoire pour tous les citoyens de plus de 18 ans. Les oublieux sont passable d'une amende de 500 Euros. Ils sont peu nombreux !

Les chiffres défilent à toute vitesse. Ils montrent une légère avance pour la coalition derrière le parti social-démocrate mais il faudra attendre 17h pour que le décompte s'arrête. Dans l'après-midi, le défilement des chiffres ralentit avec une avance de 8 points pour la gauche. Les jeux sont faits, mais on attend que 17h sonne pour crier victoire. Encore

quelques secondes... C'est fait. La coalition de gauche contrôle désormais la chambre des députés. Le parti social-démocrate obtient 173 sièges, les 3 partis écologiques 125 et les petits partis obtiennent 5 sièges. A droite, la majorité enregistre un recul historique avec seulement 132 sièges alors que l'extrême droite fait jeu égal avec 130 sièges. Les autres partis divers droite obtiennent 12 sièges.

Les klaxons, les cris de victoire résonnent sur les Champs Élysées. On se croirait un 14 juillet. Il ne manque que les pétards des feux d'artifice. On trinque à tout va. La rue a gagné, elle en profite.

Bruno et moi avons rejoint La Maison de la Mutualité où les sociaux-démocrates et leurs alliés célèbrent bruyamment leur victoire. Jour de liesse, le champagne coule à flot. Je ne me sens jamais très à l'aise dans la foule. Bruno lui est comme un poisson dans l'eau, embrassant les uns, faisant des signes aux autres. J'ai l'impression qu'il connaît tout le monde. Il repère notre sirène, la vice-présidente du parti des invisibles, fend la foule et s'approche d'elle avec un grand sourire. Trois pas en arrière, je vois bien que le courant passe entre eux. Un peu jaloux, un peu dépité, je m'éclipse et

rentre dans ma chambrette, rue des Saints Pères.
Dans Paris, la fête dure toute la nuit.

Au petit matin, les Français se lèvent un peu groggy. Encore étonnés pour les uns d'avoir gagné tandis que les perdants se lamentent. C'est du moins l'impression qui se dégage de la rue, car sur les plateaux de télévision, les porte-parole de tout bord affirment qu'ils ont amélioré leurs scores... laissons-les dire...

LA COHABITATION

Le président a consulté toute la matinée. À 15h il appelle Jean Dubois et lui demande de former un nouveau gouvernement. Notre champion a sa feuille de route prête dans la poche. Le président déplie la feuille, grimace un peu, toutes les personnalités proposées sont des opposants. Normal.

Le président s'étonne :

- 9 Ministres, c'est tout ?

- C'est grandement suffisant. Depuis longtemps, les Français trouvent qu'il y en a trop.
- Pas de ministère de l'écologie ?
- Ce ministère n'était là que pour faire bonne figure. Aucun des différents ministres qui se sont succédé n'ont eu les coudées franches. Autant s'en passer.
- Mais les écolos ont voté pour vous, ils vont être furieux !
- Bien au contraire, la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique vont faire leur entrée dans tous les ministères. C'est l'une des priorités de mon gouvernement. Chaque Ministre aura à ses côtés un secrétaire d'état chargé de veiller à la viabilité des mesures proposées par son Ministère.
- Pas de ministre de la Justice non plus ?
- Les tribunaux seront enfin totalement indépendants du pouvoir. Ils pourront instruire les dossiers comme bon leur semble. Un grand pas en avant pour notre démocratie, vous ne croyez pas ?

- Hum, je pense surtout que c'est la porte ouverte à bien des débordements. Pour l'éducation nationale, je ne veux pas de Bernadette Davout, proposez-moi quelqu'un d'autre.
- Bernadette Davout sera ministre de l'Éducation, ce n'est pas une option.

Surpris par ce refus et le ton cassant du Premier Ministre, le Président lève la tête et plante son regard dans celui de Jean Dubois. Le Premier ministre ne cille pas, le président n'en revient pas. Il n'a pas l'habitude qu'on lui tienne tête. L'échange dure de longues secondes. C'est le président qui cède.

- Faites donc comme vous voulez. Je ne donne pas cher de votre gouvernement. Les difficultés ne tarderont pas à surgir. Ne comptez pas sur moi pour vous soutenir le moment venu.
- Nous avons la rue derrière nous, nous réussirons, là où vous avez échoué.
- Je demande à voir. Aurevoir Monsieur le Premier Ministre.
- Aurevoir Monsieur Le Président.

Sur le perron de l'Élysée où l'attend une nuée de journalistes, le Premier Ministre sort souriant.

- Le président a accepté mon gouvernement. Il s'agit d'un gouvernement réduit comme le demande les Français et résolument tourné vers le futur. Le secrétaire de l'Élysée devrait vous le faire connaître en fin de journée.

Jean Dubois n'en dira pas plus, il disparaît dans sa voiture, visiblement satisfait de son entrevue avec le Président. À moins d'un retournement de dernière minute, son gouvernement sera dévoilé dans les heures qui viennent.

Effectivement à 17h30, Gilles Pauvert, le secrétaire de l'Élysée s'installe derrière le pupitre installé en haut des marches de l'entrée du Palais de l'Élysée. Toutes les chaînes de télévision sont là. La plupart ont interrompu leur programme pour l'occasion.

« Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères : Madame Irène Papin.

Secrétaire d'état auprès du ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères, chargé du respect de l'environnement et de la transition écologique. Madame France Perron.

Ministre de La Défense : Monsieur Xavier Letourneau.

Secrétaire d'état auprès du ministre de La Défense, chargé du respect de l'environnement et de la transition écologique. Monsieur Hubert Douin.

Ministre de l'Intérieur chargé de la police, de la sécurité des personnes et du respect de l'ordre public : Monsieur Claude Ballassou.

Secrétaire d'état auprès du ministre de l'Intérieur, chargé du respect de l'environnement et de la transition écologique. Madame Sylvie Bigot.

Ministre de La Cohésion Sociale, chargé de l'emploi, du logement et de l'immigration : Madame Juliette Trudeau.

Secrétaire d'état auprès du ministre de La Cohésion Sociale, chargé du respect de l'environnement et de la transition écologique. Madame Sidonie Belfond.

Ministre de la Santé chargé des Hôpitaux, de la prévention et la sécurité sociale : Madame Eugénie Prioux.

Secrétaire d'état auprès du ministre de la Santé, chargé du respect de l'environnement et de la transition écologique. Madame Catherine Leduc.

Ministre de l'Éducation chargé des écoles, des universités et de la recherche : Madame Bernadette Davout.

Secrétaire d'état auprès du ministre de l'Éducation, chargé du respect de l'environnement et de la transition écologique. Monsieur Frederic Le Bon.

Ministre de l'Économie chargé de l'industrie, de l'agriculture, des petites entreprises et du numérique : Madame Hélène Sabatier.

Secrétaire d'état auprès du ministre de l'Économie, chargé du respect de l'environnement et de la transition écologique : Monsieur Duvernois

Ministre du Budget, de la Planification et des Finances : madame Laurence Belami.

Secrétaire d'état auprès du ministre du Budget, de la Planification et des Finances, chargé du respect de l'environnement et de la transition écologique. Madame Brigitte Courroux.

Ministre de la Culture et du Patrimoine !
Madame Valérie Duval.

Secrétaire d'état auprès du ministre de la Culture, chargé du respect de l'environnement et de la transition écologique : Madame Bérangère Lafond. »

Gilles Pauvert lève le nez de sa liste, sourit. Il ajoute « C'est tout pour aujourd'hui » et s'éclipse derrière la grande porte du Palais de L'Élysée.

Les journalistes présents restent interdits ; 9 Ministres seulement c'est du jamais vu et un secrétaire d'état à l'environnement dans chaque ministère, c'est une véritable révolution ! Les commentateurs sont pris de court et bafouillent un

peu. Passée la première surprise, les journalistes reprennent la main.

France 2 avec beaucoup de réserve s'étonne du faible nombre de ministres mais salue l'audace du Premier Ministre. Sur BFM TV, on s'offusque de la disparition du ministère de la Justice et on s'étonne que l'Immigration soit reléguée au ministère de la Cohésion sociale. La chaîne fait des gorges chaudes de la multiplicité des secrétaires d'état à l'environnement. Les invités sur C-News s'inquiètent d'un tel chamboulement au sein du gouvernement. Le réchauffement climatique d'accord, mais est-ce une raison pour redistribuer les cartes de cette façon ? Outre Atlantique et de l'autre côté du Rhin, c'est surtout l'entrée au gouvernement de 9 secrétaires d'état « verts » qui suscitent des commentaires. D'une certaine façon, on admire le coup de force, l'audace du premier Ministre. Dans la presse américaine on parle de « French Revolution ».

Comme plusieurs millions de Français, nous avons suivi l'évènement à la télévision. Nous sommes ravis du chamboulement, il y en a bien besoin. Nous voyons avec bonheur la défense de l'environnement

s'insinuer enfin dans la gestion du pays. Bruno et moi sommes ébahis de découvrir que notre jolie Juliette s'est frayé un chemin parmi les heureux élus. Elle est nommée Ministre d'État de la Cohésion Sociale. Quel honneur ! Bruno qui a son numéro de téléphone lui envoie un sms de félicitations sur le champ. Une fois de plus, les jeunes ont envahi la rue pour fêter le nouvel espoir porté par la composition de ce nouveau gouvernement si « Vert ». Beaucoup de joie, peu de débordements, pas un CRS dans la rue ce soir.

En arrivant au ministère mardi matin, c'est l'effervescence. Qui va partir, qui va rester ? Les collaborateurs les plus proches du Ministre sortant ne se font guère d'illusions, ils devront céder la place. Bernadette Davout, notre nouveau ministre est accueillie vers 11h par son prédécesseur. Ils se connaissent bien. Ils s'enferment dans le bureau du Ministre, se font livrer un plateau repas. À 16 h, Bernadette Davout repart, elle prendra officiellement ses fonctions demain en début d'après-midi. Les dés sont jetés. Toute la soirée jusqu'à tard le soir, les cartons s'empilent dans les couloirs.

À 11h du soir, alors que je regarde la dernière série à la mode, mon portable vibre. C'est Joseph, mon patron.

- Pierre, j'ai une grande nouvelle, Bernadette Davout m'offre le poste de chef de cabinet. L'autre nouvelle te concerne. Est-ce que tu serais d'accord pour me suivre au Cabinet ?
- Merci Joseph, je suis très flatté de ta confiance. Ce sera un honneur d'apporter ma modeste contribution à cette grande Maison.
- Mets une cravate demain, ça fera meilleur effet.
- Ok je ressors le costume, encore merci.

Je suis sur un petit nuage mais j'ai le souffle coupé. J'ai suivi l'école d'administration pour ça, mais arriver si près du pouvoir, là où se prennent les décisions importantes, c'est grisant mais un peu intimidant. Cette nuit-là, je dors mal.

Le rythme de travail dans un ministère est phénoménal. Il faut répondre présent à tout instant, - nuit et weekend compris - et trouver des réponses

quel que soit le sujet. Je suis à l'aise pour passer d'un sujet à l'autre, adresser les problématiques rapidement et obtenir des résultats, mais je gère beaucoup moins bien la pression. À peine un dossier est-il ouvert qu'il faut en ouvrir un autre puis un troisième pour modifier l'approche du premier. J'aime instruire les affaires jusqu'à leur terme. Ne jamais pouvoir aller vraiment jusqu'au bout d'un dossier est frustrant et déstabilisant. Néanmoins je m'accroche pour suivre le rythme en faisant bonne figure.

Quelques semaines plus tard, Joseph m'appelle dans son bureau ;

- Je vais travailler au cabinet du Premier Ministre. Est-ce que tu veux prendre ma place ?
- Ouah ! Tu crois que j'y arriverai ?
- Tu connais déjà tous les dossiers. Tu n'as plus qu'à apprendre à déléguer !
- Merci Joseph pour ta confiance.

En fin de journée, le secrétariat m'appelle. Bernadette Davout me demande de la rejoindre.

J'entre dans le bureau du Ministre, Joseph est déjà là.

- Asseyez-vous, Pierre, nous avons du travail.

Pendant 2h, nous passons en revue les dossiers. Je griffonne des notes enregistrant les consignes et les orientations à donner. J'ai beau bien connaître la Maison, je suis stupéfait par le nombre et la variété des dossiers à traiter. Bernadette Davout connaît bien chacun d'eux. Je suis admiratif de sa capacité de travail, de son attention aux détails, de la pertinence de ses choix. Quand je me retire, je sais que je me coucherai tard ce soir et serai debout à l'aube demain. La confiance qu'on me témoigne est à ce prix. Comme me l'a suggéré Joseph, je fixe les orientations mais confie la résolution des dossiers à mes collaborateurs. Ils sont 3, tous jeunes, formidablement intelligents et pétris du sens de l'état. Nous nous entendons très bien. Le bureau fonctionne à plein régime et nous obtenons des résultats significatifs.

Comme promis pendant la campagne de Jean Dubois, le budget de l'éducation a sérieusement été revu à la hausse pour augmenter la rémunération

des instituteurs et susciter davantage de vocations. Cette décision porte ses fruits. Les écoles supérieures du professorat font le plein et de nombreux instituteurs qui avaient abandonné le métier reviennent. Ils ont le sentiment d'être enfin reconnus. Le nombre d'enfants par classe diminue. Les inspecteurs, les conseillers sont sur le pont pour encourager et soutenir ce nouvel élan qui souffle sur notre vieille école républicaine.

Notre plus grande victoire, c'est la suppression des portables dans les cours d'école. Ça n'a pas été un combat facile, bon nombre de parents s'y sont longuement opposé. Au bout du compte, nous avons obtenu gain de cause en faisant valoir que l'école constituait une enclave protégée et surveillée. Il a fallu aménager les entrées d'école avec des vestiaires, des casiers personnalisés, renforcer la surveillance autour des établissements contre les intrusions et les vols. Aujourd'hui, les cours d'école ont retrouvé leur insouciance. Les enfants sont plus sereins et d'avantage enclins à se dépenser pendant les récréations. Les instituteurs n'en reviennent pas d'avoir des petits élèves aussi enjoués et curieux de tout.

Dans le secondaire, c'est moins brillant. Les profs ont du mal à harmoniser leurs souhaits et les élèves se comportent de façon très individualiste comme si le monde tournait autour de leur petite personne. Les réseaux sociaux sont passés par là, semant l'amertume chez les 12 -15 ans et des désirs de vengeance chez les plus grands. Tous prennent pour argent comptant, les accusations d'injustice et les incitations à la violence. Une forme d'insatisfaction permanente coule dans les veines de cette jeunesse désabusée.

Heureusement, à l'université, les étudiants ont, eux, pris leur destin en main et se sont organisés massivement pour lutter contre la désinformation. Et ça marche. Ils maîtrisent le numérique, connaissent les trucs, les astuces pour se servir des moteurs de recherche. Une nouvelle ère est en marche !

Les autres ministères ne sont pas en reste. Profitant de l'adhésion des citoyens, Jean Dubois a lancé ses réformes sans attendre. Il reste encore à changer la constitution pour initier de nouveaux référendums et valider le vote blanc, mais pour le reste, les changements sont visibles. En phase avec les

nouvelles orientations du gouvernement, les Français ont retroussé leurs manches. L'introduction d'une antenne environnementale dans chaque ministère a apaisé les rivalités. Autrefois pas toujours d'accord, cols blancs et cols bleus travaillent désormais ensemble à la création d'une nouvelle économie plus propre. Les chercheurs, les inventeurs de tout poil rivalisent d'ingéniosité. Et les résultats sont là. Le chômage a pratiquement été éradiqué et notre empreinte carbone, chère aux écolos a entamé sa décroissance. Les usines produisent différemment, avec des contraintes de fabrication fortes, mais redeviennent peu à peu rentables après une première année difficile. La France a retrouvé une place prépondérante au sein de l'Europe. On commence à envier sa réussite. Les Américains envoient des émissaires pour étudier le modèle français. Quelle revanche !

NOUVEAU GOUVERNEMENT

Deux ans et demi ont passé. Le moment est venu d'élire un nouveau président. Pour la première fois

depuis longtemps, l'issue fait peu de doute. Jean Dubois se présente contre une droite moribonde qui bataille avec l'extrême droite, et de plus petits partis en quête de notoriété. Les écologistes, déjà largement représentés au gouvernement ont fait le choix de ne pas présenter de candidat. Quand le dépouillement prend place, le résultat est sans appel, grâce aux voix des écolos, Jean Dubois est élu au premier tour avec 55% des voix. Comme il l'a annoncé pendant sa campagne, s'il gagne, il garde le même gouvernement.

Dès le lundi, au moment de sa prise de fonction, Jean Dubois annonce qu'il a nommé comme Premier Ministre, Madame Juliette Trudeau, anciennement ministre de la Cohésion sociale. Décidément, notre égérie est en route pour une très belle carrière. Le même soir, je reçois un appel de Juliette. J'ai à peine le temps de la féliciter qu'elle me demande si je suis d'accord pour prendre sa place au Ministère de la Cohésion Sociale. J'en ai le souffle coupé et reste plusieurs secondes sans voix.

- Pierre ? Tu es toujours là ? demande Juliette un brun moqueur.

- Oui, je suis là, mais pour être franc, extrêmement ému par ta proposition, ta confiance.
- Alors c'est oui ?
- Bien sûr. Je vais devoir m'accrocher pour marcher dans tes pas.
- Bienvenue dans mon gouvernement monsieur le Ministre. Je t'embrasse.

Ministre à part entière dans un gouvernement mené par Juliette pour qui j'ai une immense admiration. J'ai du mal à contenir ma joie. À défaut de danser dans mon bureau plutôt triste et encombré, je me sers un bon verre de rhum. La chaleur se répand en vague chaude dans mon corps. Je n'ai pas l'habitude de l'alcool, j'ai un peu la tête qui tourne et dois m'asseoir un moment avant de recouvrer mes esprits et clamer la grande nouvelle dans les couloirs.

Premier conseil des ministres. Nous entrons à pas feutrés dans le salon Murat du Palais de l'Élysée. De grandes colonnes dorées de chaque côté de la pièce soulignent l'immensité du salon. Une immense table trône au centre, recouverte d'une nappe soyeuse, couleur or en harmonie avec les

dorures. Des chaises rembourrées confortables sont alignées le long de l'immense table. Un sous-main et un bloc de papier vierge est disposé devant chaque chaise. Un petit présentoir avec le nom des ministres indique où s'asseoir. Au fond de la salle, deux grandes portes-fenêtres donnent sur le jardin de l'Élysée.

C'est la première fois que je pénètre dans le salon Murat. Je suis impressionné par le faste de l'endroit, mais aussi un peu gêné d'être là. J'ai l'impression de me trouver à la cour du Roi de France avec quelques privilégiés triés sur le volet. Mon idéal républicain a un peu de mal avec tout ce faste. J'aimerais bien aussi qu'on se sépare des huissiers à chaînes qui ouvrent et ferment les portes. Mes réflexions sont interrompues par l'arrivée du président. Il se dirige droit vers moi.

- Bienvenue parmi nous Monsieur Bertin je ne doute pas que vous ferez un excellent ministre de la Cohésion sociale.
- Merci Monsieur le président

Nous nous asseyons autour de la table. Les hommes portent tous un costume stricte noir, de bonne

coupe, une chemise blanche impeccable, une cravate sobre et des Weston bien cirées au pied. On est un peu ridicules, tous habillés pareil, mais c'est comme ça. Les femmes, très élégantes, ont heureusement davantage de liberté et peuvent faire preuve de plus d'originalité. La veste rouge vif de Bernadette Davout, le tailleur rose pâle d'Hélène Sabatier et l'ensemble pantalon et veste blanche de Juliette apportent une touche de fantaisie bienvenue dans ce grand salon.

- Mes dames et messieurs les ministres, je vous souhaite la bienvenue dans ce nouveau gouvernement. Nous nous connaissons bien, nos objectifs n'ont pas changé, nous devrions faire du bon travail ensemble. Madame le Premier Ministre, vous avez la parole.
- Chers amis, c'est un très grand honneur pour moi de diriger ce gouvernement et comme le président, je ne doute pas que nous réussirons de belles choses ensemble. Avant d'aller plus loin, je voudrais que vous transmettiez aux différents secrétaires d'état

chargé de l'environnement mes félicitations et mes remerciements pour le travail formidable réalisé pour apaiser rancœurs et malentendus sur la transition énergétique et permettre à la France de retrouver sa place de leader en Europe.

- En dehors de Pierre, notre petit nouveau, qui a la lourde tâche de passer après moi et d'effacer mes bêtises, vous êtes tous bien au fait des dossiers en cours dans vos ministères. La politique, les orientations sont les mêmes qu'avant les élections, on maintient le cap.

Quatre gros chantiers restent encore à défricher : Changer la constitution pour incorporer les referendums et comptabiliser les votes blancs, voire introduire la proportionnelle et mieux représenter les citoyens. Probablement notre plus gros défi.

La transition écologique avec le maintien ou non du nucléaire. Il nous faudra faire preuve de beaucoup de pédagogie auprès des citoyens et prêter une écoute attentive à tous

les points de vue pour dégager un consensus acceptable par tous. La tâche est rude.

L'autre sujet sur lequel nous serons jugés, c'est la transparence financière et la taxation des superprofits, Encore faudra t'il s'entendre sur le montant des « superprofits ».

Enfin, et ce n'est pas le moindre de nos engagements, poursuivre à marche forcée la construction de logements pour que plus personne ne dorme dans la rue.

Je suis complètement sous le charme de cette femme remarquable. Son calme, sa fermeté, sa détermination nous galvanise. Sa voix claire réveille l'engagement des serviteurs de l'état que nous sommes. Au diable, les jalousies, les crasses, les peaux de banane, à cet instant, nous sommes tous derrière notre chef, tous derrière Juliette.

Le ministère de La Cohésion Sociale a la charge de l'emploi, du logement et de l'immigration. Il s'agit

avant tout de réconcilier ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas, ceux qui ont un toit et ceux qui vivent dans des conditions précaires. Il est temps aussi d'accueillir les migrants décemment, de régulariser rapidement ceux qui ont un emploi et de favoriser l'intégration de ceux qui ont vocation à devenir des citoyens français.

Coté emploi, la main d'œuvre non qualifiée est toujours recherchée ce qui entraîne une hausse bienvenue des petits salaires. Les formations techniques et universitaires se sont adaptées aux nouveaux besoins. Les chefs d'établissement et les patrons d'université ont toute latitude pour faire évoluer les programmes à toute vitesse. On constate désormais une réactivité formidable dans tous les métiers.

Le logement est encore à la traîne malgré le doublement du budget alloué à la construction. Mais les choses s'améliorent vite grâce à l'allègement des procédures d'accès à la propriété, grâce aux garanties d'état qui aident les Français à emprunter, grâce enfin à la diminution et la normalisation des formulaires à remplir par les entrepreneurs.

Le recensement et la gestion des étrangers arrivant sur notre territoire n'est pas une mince affaire. En accord avec le ministère de l'Intérieur, on a établi une sorte de trêve pendant laquelle la police ne poursuit pas les étrangers en situation irrégulière, mais les redirige sur notre antenne spécialisée sur l'accueil et la gestion des immigrants. Il n'y a qu'en cas de délinquance ou d'infraction que la police interpelle la personne pour qu'elle soit présentée à un juge. L'opposition s'est inquiétée de cette « faiblesse » envers les étrangers, accusant le gouvernement de créer un appel d'air pour de nouveaux migrants. En réalité, la situation s'est vite apaisée. Le bâtiment a besoin de main d'œuvre. Beaucoup de nouveaux venus ont saisi leur chance et travaillent aujourd'hui à la reconstruction de la France. Dans le même temps, des dispositions draconiennes ont été prises pour interdire le travail au noir et le recours aux employés étrangers non déclarés en France. Les amendes sont dissuasives : 100 000 Euros. Trois mois ont suffi pour que la situation du bâtiment s'assainisse.

A l'Intérieur, Xavier Letourneau a fait un excellent boulot. Doté d'un charisme fort et d'un sens profond de l'équité, il a su redonner confiance aux policiers en les assurant de son soutien sans faille dans leur mission tout en avertissant qu'aucun débordement, aucun écart de conduite ne serait toléré. Tenant son monde d'une poigne ferme, il a réussi à rabibocher les différents services entre eux. En écoutant et recevant tout le monde, il s'est aussi assuré de la collaboration des syndicats de police. Il faut dire que pendant ce temps, sur le terrain, le travail des hommes est plus facile qu'avant. Il y a du travail pour tout le monde, les logements se sont améliorés et la hausse des petits salaires a permis à beaucoup de sortir de l'eau. Les manifs sont rares, peu importantes et n'attirent plus les casseurs. Les policiers reviennent à leur première mission, le maintien de l'ordre et la lutte contre la délinquance. Dans ce contexte apaisé, la population ne regarde plus les flics de la même façon. « Ils font leur boulot, ils sont là pour ça. »

Aux finances, le déficit est vertigineux et inquiète les hauts fonctionnaires qui tiennent les cordons de

la bourse. L'Europe nous rappelle à l'ordre régulièrement mais les grandes agences de notation maintiennent la note « AA », jugeant que l'endettement de la France permet de garantir la paix sociale. N'empêche que le Ministre a de quoi se faire des cheveux blancs. le ratio dette publique/PIB de la France (131,6%) est le plus élevé (près du double) des pays classés en catégorie AA. La population, elle s'en moque. L'inflation est redescendue à 0.5%. La vie est belle.

Le progrès le plus significatif reste le ralentissement du réchauffement climatique. Les objectifs de Zéro émission en 2050 ne seront pas tenus mais la dérive irresponsable des 20 dernières années a enfin laissé place à une consommation plus réfléchie et à un développement mieux pensé. Les antennes écolo placées dans chaque ministère font merveille. Plus une décision ne se prend sans mesurer l'impact environnemental.

Le changement de constitution est toujours au stade de projet. Les discussions sont âpres et

l'occasion pour chacun d'égratigner l'autre. Le consensus autour de Jean Dubois a volé en éclats. Chacun tire la couverture à soi. C'est l'heure des règlements de comptes. Une majorité de Français est favorable à la modernisation de nos institutions, mais les clivages, les petits arrangements, les tractations gangrènent le fond du débat. C'est à peine si les députés se souviennent encore pourquoi ils vitupèrent. L'important c'est de faire du bruit, de se faire une place et surtout de se démarquer de l'action gouvernementale. Les Français sont lassés d'entendre les députés s'insulter, se traiter de noms d'oiseau. « Ces messieurs oublient un peu vite qu'ils sont nos représentants ! »

LE RETOUR DES JOURS SOMBRES

Tout l'été, les Français profitent des terrasses, discutent jusqu'à pas d'heure. On lance de nouvelles idées, on imagine un monde meilleur, délaissant souvent les portables. L'automne arrivant, les grands opérateurs réseaux en perte de vitesse décident d'agir. Très habilement, ils

envahissent l'affichage dans les rues et promettent soleil, confort et liberté pour tous. Grâce à un matraquage publicitaire bien orchestré, les gens recommencent à consulter leur portable. D'abord occasionnellement pour aller chercher une information, puis très vite, redeviennent accros comme avant et suivent en temps réel les faits divers, vrais ou faux, colportés sans filtre sur la toile. Trois mois de bourrage de crâne promotionnel suffisent pour mettre 65 millions de Français au pas ! Les restaurants sont à nouveau très calmes. Les parents comme les enfants avalent distraitemment ce qu'il y a dans leur assiette sans quitter des yeux leur portable. Dans les rues aussi, les écrans règlent nos pas !

Le climat social reste plutôt bon. Les gilets jaunes et autres conflits majeurs sont derrière nous. Mais le retour d'un monde connecté commence à changer les comportements. Relayée par les réseaux sociaux, la pagaille qui règne à l'Assemblée Nationale inquiète. On assiste à des batailles rangées entre les différents partis qui s'associent ou se rejettent au grès de leur propres intérêts. En dépit des efforts de la jeune génération, l'esprit Européen a du mal à prendre racine dans

l'hexagone. Un nationalisme profond et une méfiance de l'étranger continuent à alimenter les débats. Peu à peu les sentiments xénophobes et nationalistes affichés par les élus ruissellent dans les villes et villages, empoisonnant la vie de tous les jours.

Le progrès et la paix sociale ne font pas l'affaire de tous. La soif de pouvoir des uns, la jalousie des autres ou l'influence destructrice des faiseurs d'embrouille se mêlent pour alimenter la grogne. Quelques-uns ont bien envie que ça change. S'il le faut, ils créeront un peu le bazar, pour que le gouvernement soit en difficulté. La droite n'a toujours pas bien digéré sa défaite aux élections. Ses représentants ont repris la main sur les réseaux sociaux et inondent la toile d'informations mensongères. L'extrême droite creuse aussi son sillon malveillant en colportant moult contrevérités, accusant les étrangers d'être source de troubles à la sécurité des personnes et derrière les violences urbaines. Pour des raisons plus mercantiles, plusieurs grands groupes du CAC 40, distillent dans les journaux, les magazines ou à la télé des sous-entendus laissant croire aux malversations de certains ministres, à la

compromission de journalistes star. Le soupçon savamment orchestré s'insinue dans toutes les couches de la société. Les groupes religieux en profitent eux aussi pour dénigrer la laïcité qui porterait atteinte aux croyances. Le flambeau de l'islamo phobie qu'on croyait enterrée flotte à nouveau dans les quartiers. Pire, l'antisémitisme resurgit de façon virulente en France, en Allemagne et aux USA. On entend sur les ondes, on peut lire dans les réseaux sociaux, des slogans qui rappellent les pires années de la République. Un torrent de haine et d'intolérance déferle dans la société, cristallisant les rancœurs et mettant à mal la paix sociale et la démocratie. Oubliant les progrès notoires dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des transports et les avancées tangibles de la transition écologique, les Français répètent ce qu'on leur donne à lire, c'est-à-dire, que tout va mal, que le gouvernement ne répond pas aux besoins des Français, que quelques-uns s'en mettent plein les poches pendant que le petit peuple souffre. Aucune solution n'est, bien entendu, proposée mais l'important est de faire le buzz. Quand les élections approchent, la France est profondément divisée. La majorité en place a du souci à se faire. On ne jure plus que par l'extrême

droite qui clame haut et fort que sa simple présence au pouvoir aplanira tous les problèmes et l'extrême gauche qui affirme que rien n'est possible sans une révolution. Entre le chaos et régime autoritaire, on pourrait penser que le bon sens pousserait les électeurs à voter « modérés », mais c'est sans compter sur le pouvoir et l'influence des réseaux sociaux qui prônent le scandale, l'indignation, le sensationnel, quitte à modifier les faits ou à en créer de toute pièce. La méfiance des gens s'est estompée. C'est celui qui crie le plus fort ou répand la rumeur la plus scandaleuse qu'on écoute. Les extrêmes en profitent. À l'issue d'une campagne sans programme mais plein d'insultes, la majorité perd les élections. Le pouvoir change de main. L'extrême droite s'impose.

EPILOGUE

Comme on pouvait s'y attendre, les nouveaux chefs ont fait le ménage et nommé les copains, ministres ou secrétaire d'état. Comme il y en a beaucoup, leur nombre à de nouveaux augmenté. 48 nouvelles têtes plastronnent sur les marches du perron de l'Élysée pour la photo.

Sans expérience et peu aguerrie aux défis économiques, la nouvelle équipe parle fort, promet beaucoup mais brasse du vent. Grands et petits patrons ont bien compris qu'ils ne doivent plus compter que sur eux-mêmes. Coté agriculture, c'est pire. Les aides européennes se sont tariées et les saisonniers étrangers ont fui un pays où ils ne sont désormais plus les bienvenus. Dans la fonction publique, on retient son souffle en espérant que les nouveaux ministres s'en tiendront au statut quo. La majorité précédente avait beaucoup fait pour améliorer le service et les salaires. Pourvu qu'on ne revienne pas en arrière. A la santé, la fuite des médecins et aides-soignants étrangers met à mal le système. Même à l'Intérieur, où on a un moment apprécié la mise en place de quelques opérations musclées, on commence à réaliser que la répression ne résout pas tout. Le manque de vision, l'absence de politique sociale ne permettent pas de redonner vie aux quartiers qui continuent à se dégrader, faute d'emplois, faute d'espoir. Bien sûr, il n'est plus du tout question de transition écologique. L'antenne écolo qui existait dans tous les ministères a purement et simplement été supprimée !

La France n'est pas une exception, de nombreux pays européens ont pris le virage de la xénophobie et de l'ordre. Chaque pays a tendance à se refermer sur lui-même. Beaucoup ressemblent désormais à des régimes autoritaires. La démocratie, notre belle démocratie bat de l'aile. Le projet Européen est mis à mal.

Face à cette dérive, j'ai quitté Paris, les antichambres ministérielles, la politique. Je me suis réfugié en Bretagne, aussi loin que possible, sur la presqu'île de Crozon. Entre grandes marées et tempêtes je rêve au monde de demain, celui que nos enfants feront forcément plus juste.

Bruno et Juliette ont également fui le bruit et l'agitation de la capitale. Ils se sont installés à Saint Malo. Beaucoup de bateau pour lui. Beaucoup de lecture pour elle. Ils ont eux aussi tourné la page, passé la main aux enfants.

En un Mot Comme en Cent

Moi, Président © Antoine Daguet 2024

www.centmots.fr